

Jean DUPUY (1844-1919)

Ancien ministre

Sénateur des Hautes-Pyrénées de 1891 à 1919

par [100 célébrités des Hautes-Pyrénées](#)
<https://celebrites-des-hautes-pyrenees.com/presentation/>



Jean DUPUY, né le 1^{er} octobre 1844 à Saint-Palais en Gironde, et mort le 31 décembre 1919 à Paris, à l'âge de 75 ans. Après avoir essuyé un échec en Gironde en 1887, il se fait élire sénateur des Hautes-Pyrénées en 1891. D'origine modeste, fils de Jacques Dupuy, « sergier », mercier quelque peu colporteur et cultivateur, qui s'était marié le 7 septembre 1842 avec Magdeleine Thérèse, de l'hospice des enfants abandonnés de Bordeaux, domestique qui ne savait pas lire, Jean Dupuy va à l'école de Saint-Palais et complète son instruction auprès du curé et du maire. Puis il aide son père aux champs et au magasin. Un jour, il décide de ne plus jamais travailler la terre et entre, contre l'avis de ses parents, comme « saute-ruisseau » chez un huissier. En octobre 1865, il se rend à Paris avec son frère Charles et il travaille pendant plusieurs années chez un avoué. Il vit difficilement. Il a cependant beaucoup de succès auprès des clients de l'étude. En 1870, il est mobilisé dans la Garde nationale. Après la Commune, pendant laquelle il se lie d'amitié avec des révolutionnaires, il se marie avec Sophie-Alexandrine Legrand, fille de bourgeois aisés, exerçant la profession de doreurs dans le quartier du Marais. Avec ses économies et la dot de son épouse, il achète en 1873, une étude d'huissier rue d'Aboukir, qui lui ouvre les portes de la réussite. En décembre 1873 naît de ce mariage Marie Dupuy, qui épousera à 24 ans, François Arago, petit-fils du grand astronome. Jean Dupuy fait de son étude d'huissier la plus importante de Paris. Il est un conseiller d'affaires dont le jugement sûr est vite célèbre dans le monde des finances et du barreau. En 1879, il devient président du conseil de surveillance du Petit Parisien et à la mort de Paul Piégut, en 1888, le propriétaire-gérant directeur et seul actionnaire. Il renouvelle la formule du journal et sous son impulsion, ce journal atteindra le plus grand tirage du monde, atteignant 1 million d'exemplaires lors de l'affaire Dreyfus et qui ira jusqu'à 3 millions en 1918. Il était déjà propriétaire-directeur du Siècle depuis le 16 novembre 1887. Jean et Sophie Dupuy aiment beaucoup recevoir, et parmi leurs hôtes se trouvent Alexandre Ribot, Maurice Rouvier, René Waldeck-Rousseau, qui firent partie tous les trois, en 1881, du ministère Gambetta. À la fin de cette même année, Jean Dupuy cède son étude d'huissier à son frère aîné Charles, et ouvre en janvier 1882, au 16, rue de Gramont, un cabinet d'affaires. Il est élu sénateur des Hautes-Pyrénées le 4 janvier 1891, au premier tour de scrutin, par 401 voix sur 695 votants. Inscrit au groupe de la gauche républicaine, Jean Dupuy est combattu par les partis d'extrême gauche et d'extrême droite. Ce républicain, catholique de naissance, anticlérical de conviction, est amené à protéger Lourdes de toute sa puissance. Au Sénat, où l'avait d'ailleurs précédée sa solide réputation de travailleur, il fait partie de la plupart des Commissions : Finances, Marine, Algérie, etc. Il s'oppose le 14 mars 1891, sous la signature de Jean Frollo (pseudonyme collectif), dans son journal, à la suppression du régime de libre échange institué en 1860 entre la France et les autres pays, réclamée par Jules Méline, ministre de l'Agriculture dans le deuxième Cabinet Freycinet. Les membres du comité du syndicat de la presse, dont Jean Dupuy faisait partie depuis plusieurs années, l'appel lent à la présidence de ce syndicat et du comité général des associations de la presse. Ce mandat lui est confirmé pour quatre ans, en 1899, par l'assemblée générale des membres du syndicat. Comme rapporteur de la réforme de l'instruction criminelle, il prend une part décisive, en 1897, à l'établissement de l'instruction contradictoire. Pendant trois années consécutives, il rapporte le budget de

l'Agriculture. Aussi, est-ce à ce ministère, dont il avait pu ainsi étudier tous les organes, qu'il fut appelé le 22 juin 1899, lors de la constitution du premier Cabinet Waldeck-Rousseau. Ce Gouvernement surprit la Chambre et l'opinion par sa composition, car il réunissait des républicains progressistes et des radicaux socialistes avec le général de Gallifet - surtout connu par sa répression sanglante de la Commune de 1871 et qui démissionna d'ailleurs le 30 mai 1900 - et le socialiste Alexandre Millerand. Comme ministre de l'Agriculture, Jean Dupuy a organisé définitivement le Crédit agricole et a créé l'Office des renseignements agricoles. Son nom restera surtout attaché au développement de l'usage de l'alcool industriel. Jean Dupuy, avec Millerand et Gallifet, encouragea Waldeck-Rousseau à demander la grâce de Dreyfus, qui fut signée par Émile Loubet le 20 septembre 1889. Le 28 janvier 1900, il est réélu sénateur des Hautes-Pyrénées au premier tour de scrutin par 552 voix sur 699 votants, malgré une protestation du lieutenant-colonel Monteil qui avait obtenu 95 voix, après une campagne électorale violente au cours de laquelle ses adversaires l'avaient accusé de pactiser avec les pires ennemis de la société. Le 20 avril, il inaugura le Palais de l'Horticulture de l'Exposition universelle. Le 11 juin 1900, il défend à la Chambre les producteurs français de blé au cours de la discussion d'un projet de loi concernant l'importation et l'exportation des blés et farines. Il fait primer la préférence nationale, ce qui constitue une inversion complète de ses précédentes prises de position doctrinale - à la fin des années 1880 - favorables aux thèses libre-échangistes. Au début de 1902, le tirage du Petit Parisien dépasse pour la première fois le million d'exemplaires. Un mois après les élections législatives d'avril 1902, Waldeck-Rousseau, fatigué, se démet avec son Cabinet. C'est la première fois qu'un ministère de la IIIe République se retire sans avoir été mis en minorité. Jean Dupuy attendra sept ans pour retrouver un portefeuille ministériel. Le Petit Parisien étrenne, le 4 avril 1904, un nouveau sous-titre : « Le plus fort tirage des journaux du monde entier ». Le 7 avril 1905, Jean Dupuy intervient au Sénat dans la discussion du budget de la Guerre et sur la répression de la fraude sur les vins. En mai et juin, il sert de négociateur officieux entre le Gouvernement français et l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, sur l'affaire du Maroc. En juillet, le prince Hugo von Radolin, ambassadeur d'Allemagne en France, et le comte Witte, président du Conseil des ministres russe, demandent à Jean Dupuy d'être ambassadeur de France à Berlin pour favoriser une politique de rapprochement entre la France, l'Allemagne et la Russie, mais il refuse à cause de la position de l'Allemagne vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine. En mars 1906, il est élu président de l'Union républicaine. Le 3 janvier 1909, il est réélu pour la troisième fois sénateur des Hautes-Pyrénées au premier tour de scrutin par 557 voix sur 673 votants. Dans le premier Cabinet Briand, constitué le 24 juillet 1909, Jean Dupuy revient au Gouvernement avec le portefeuille du Commerce et de l'Industrie. Le 2 novembre 1910, Aristide Briand remet sa démission. Le lendemain, désigné à nouveau par le président de la République, il constitue un ministère assez différent du précédent, dans lequel Jean Dupuy conserve cependant son poste. Quatre mois plus tard, après une campagne menée à propos d'une indemnité allouée à la N'Goko Sangha, Briand remet pour la seconde fois la démission de son Cabinet au président Fallières. Jean Dupuy retourne à son banc de sénateur. Le 24 mars 1911, il est élu vice-président du Sénat, par 142 voix sur 145 suffrages exprimés ; le 22 décembre, le Sénat nomme une Commission chargée d'étudier la cession par la France à l'Allemagne de 275 kilomètres carrés du Congo français. Jean Dupuy en est élu l'un des vice-présidents. Cette question entraîne la chute du Cabinet Caillaux. Le 14 janvier 1912, il est de nouveau ministre : Raymond Poincaré lui confie les Travaux publics et les PTT dans son premier ministère. À ce titre, Jean Dupuy demande une répression énergique des infractions aux règlements de la circulation automobile, pour que diminue le nombre des morts par accidents. En 1913, alors qu'il y était invité, Jean Dupuy refuse de se présenter aux élections présidentielles. Il a été un candidat potentiel à la présidence, en 1906 et en 1913. Poincaré étant élu président de la République le 17 janvier 1913, Briand est chargé de constituer son troisième ministère, dans lequel Jean Dupuy conserve les Travaux publics et les PTT. Trois mois plus tard, Briand remet sa démission et Louis Barthou forme un Cabinet dont Jean Dupuy ne fait pas partie. Il est réélu vice-président du Sénat le 17 juin 1913, par 166 voix sur 168 suffrages exprimés. Après la chute de ce Cabinet, Jean Dupuy est appelé par Poincaré à former le Gouvernement, mais il renonce après deux jours de consultations. Le 15 janvier 1914, il est encore élu vice-président du Sénat avec 126 voix sur 217 suffrages exprimés. Les élections générales législatives du 26 avril entraînent la démission du Cabinet Gaston Doumergue. Poincaré fait appel à Jean Dupuy pour le remplacer, mais ce dernier refuse. Ribot lui confie les Travaux publics dans son ministère du 9 juin 1914, qui n'eut que trois jours d'existence. Au début de la guerre mondiale, Jean Dupuy décide de rester à Paris malgré le départ du Gouvernement pour Bordeaux. En qualité de président du Comité des associations de la presse française, il demande au Sénat, le 5 août 1915, la réduction des droits de douane sur l'importation du papier journal. Le 15 octobre 1916, il écrit, à propos de l'ouverture de la souscription du deuxième emprunt de guerre : « Le capital gardé dans un bas de laine est non seulement stérile, mais coupable. » Inlassable, le directeur du Petit Parisien continue à mener de front toutes ses activités : le journal, l'usine, les Hautes-Pyrénées, les Commissions sénatoriales. Il devient propriétaire du journal Excelsior qui avait été fondé en 1910 par Sir Basil Zaharoff, mystérieux et célèbre fournisseur de guerre. Homme d'affaires, homme politique, homme d'État, Jean Dupuy fut avant tout un homme de journal. Sa phrase préférée était : « Pour réussir dans la vie, il suffit de travailler et de posséder la connaissance des hommes. » En 1917, Jean Dupuy avait alerté Clemenceau sur les douteux agissements de Paul Polo, qui se disait conseiller du commerce extérieur et avait monté une affaire de

protection des marques d'origine. Cet escroc fut fusillé comme espion le 18 avril 1918. Le 17 septembre 1917, Poincaré confie à Paul Painlevé la mission de former un Gouvernement. Il conserve la plupart des ministres du précédent Cabinet et nomme cinq ministres d'État membres du Comité de guerre : Barthou, Bourgeois, Doumer, Franklin-Bouillon et Jean Dupuy. Ce ministère est renversé en novembre ; Jean Dupuy a été ministre pour la dernière fois. Foch et Clemenceau s'opposent, en avril 1919, sur les conditions de paix à imposer à l'Allemagne et Jean Dupuy, chargé par Poincaré de les réconcilier, ne pourra mener à bien cette tâche. Le 28 septembre, il participe à l'hommage rendu par la ville de Tarbes à son glorieux citoyen, le maréchal Foch. Il revient malade de sa campagne électorale. Sa vie s'achève le 31 décembre 1919, à Paris, à l'âge de 75 ans. Son éloge funèbre est prononcé le 13 janvier 1920 par M. Gustave Denis, président d'âge du Sénat : « Il ne recherchait pas les honneurs, mais il ne refusa jamais son nom et son influence quand il jugea qu'ils pouvaient être utiles à son pays et à la République. » « Il laissera au Sénat le souvenir d'un excellent collègue, tout dévoué à ses amis, dont la conversation pleine de charme était nourrie d'idées et de faits. Il représentait bien notre vieille race française, toute pétrière d'honneur, de loyauté, de vigoureux bon sens, de force de travail qui, après avoir étonné le monde par son allure magnifique pendant la guerre, ne l'étonnera pas moins par l'énergie qu'elle mettra, pendant la paix, à reconstruire sa maison dévastée. » Jean Dupuy fut vice-président du Sénat (1911-1919), président du comité général des associations de la presse française, président du syndicat de la presse parisienne (1897-1919), membre du conseil supérieur des haras, vice-président de la société nationale d'encouragement à l'agriculture, membre de l'académie d'agriculture, membre du comité supérieur de l'agriculture. Il était Commandeur du Mérite agricole, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle blanc de Russie. En 1913, il lança la revue « La Science et la Vie », actuel « Science et Vie ». À son décès, Le Petit Parisien dépasse alors les deux millions d'exemplaires, ce qui constitue le plus fort tirage au monde de cette époque. Ses fils Pierre et Paul Dupuy ancien député des Hautes-Pyrénées, prendront sa succession à la tête du quotidien avant de créer d'autres groupes de presse. Il repose avec son fils, Pierre Dupuy (1876-1968) sous-secrétaire d'État à la marine marchande et député de la Gironde, et son beau-fils, le député François Arago (1862-1937) au cimetière du Père Lachaise. De son action politique, il reste un domaine toujours à l'honneur : c'est lui qui a lancé le projet permettant à un accusé d'être assisté d'un avocat, dès son arrestation. Le Lycée technique d'État de Tarbes porte le nom de Jean Dupuy, sénateur des Hautes-Pyrénées. Anciennement Grand Séminaire construit sous Napoléon III en 1850, est devenu l'École nationale professionnelle (ENP), suite à la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905. Celle-ci est née d'une volonté départementale, municipale et industrielle. Il aura fallu toute l'opiniâtreté de Jean Dupuy, alors sénateur des Hautes-Pyrénées, pour obtenir de Raymond Poincaré, président de la République, qu'il signe l'arrêté de création de l'École nationale professionnelle de Tarbes, devenue ensuite Lycée technique Jean Dupuy. Elle verra le jour par la loi du 25 juillet 1914 signée à Stockholm par le président de la République de l'époque, Raymond Poincaré, qui se rendait en Russie. La première promotion ne sera accueillie seulement qu'en octobre 1925, en raison de la Première Guerre Mondiale. C'est le 21 novembre 1926 qu'est inaugurée l'École Nationale Professionnelle (ENP) Jean Dupuy. Raymond Poincaré et Édouard Herriot, ministre de l'Instruction publique font le déplacement à Tarbes. Pour cette occasion un buste avait été sculpté par Firmin Michelet. Sixième du genre, en France, elle n'existera donc officiellement qu'à partir de 1926. À l'époque le recrutement se faisait par un concours extrêmement sévère et le port de l'uniforme était obligatoire. Nombre d'ingénieurs, de techniciens, de professionnels dans des domaines divers et variés ont fait leur préparation dans l'établissement tarbais, qui se targue d'avoir la plus ancienne classe de préparation aux grandes écoles. Ainsi les bâtiments du lycée Jean Dupuy sont voués à l'enseignement public depuis 1926. Successivement ENP (École nationale professionnelle) spécialisée dans les métiers de l'industrie jusque dans les années 1960, puis lycée technique d'État, l'établissement se transforme en 2011 en Lycée polyvalent Jean Dupuy. Le samedi 25 janvier 2025 le lycée Jean Dupuy a célébré son 100^e anniversaire, marquant un siècle d'histoire et d'éducation. L'établissement a accueilli entre 500 et 600 personnes pour cette occasion spéciale. Les plus anciens élèves ont découvert un établissement modernisé, qui a su rester à la pointe des technologies, mais sans oublier la tradition. Dans le cadre du programme de ce centenaire, et au-delà de la célébration, un événement majeur a eu lieu : l'inauguration du déplacement au cœur du site de la statue de Jean-Dupuy, à l'origine de l'établissement, qui a été dévoilée. Les anciens élèves de l'ENP et du LTE sont nos meilleurs ambassadeurs d'un enseignement d'excellence dispensé par des professeurs d'élite, passionnés et exigeants. Un livre couvrant la période entre 1925 et 1960, et comportant des documents, des photographies, des anecdotes, mais aussi des discours des directeurs et professeurs qui ont fait de l'ENP, une des plus prestigieuses de France, a été écrit et publié par Pierre Torrecillos, dont les fonds de culottes ont été usés à Jean Dupuy, de 1948 à 1952. Un exemplaire a été remis ce samedi 25 janvier 2025 à chaque participant du centenaire de l'ENP. Marcel Gendulphe, ancien élève (1960-63) et proviseur de l'établissement entre 1998 et 2005, est aujourd'hui le président de l'Association des anciens de l'ENP et du lycée Jean-Dupuy de Tarbes.
